À Goma, former les jeunes pour protéger les forêts et construire leur avenir

À Goma, en République démocratique du Congo, un projet porté par la CBCA Ndosho et soutenu par le Défap associe formation professionnelle et protection de l'environnement. Son ambition : offrir à des jeunes sans emploi des perspectives économiques tout en réduisant la pression exercée sur les forêts du Parc national des Virunga. Malgré un contexte sécuritaire difficile, les premières formations ont déjà porté leurs fruits.

Comment lutter contre la déforestation tout en répondant au chômage des jeunes ? À Goma, dans l'est de la République démocratique du Congo, la paroisse CBCA Ndosho a choisi de faire de ces deux enjeux une seule et même priorité. Lancé à la mi-janvier 2026, avec quelques mois de retard en raison de la guerre et de l'instabilité sécuritaire dans la région, le projet entend accompagner les jeunes dans la création d'activités économiques respectueuses de l'environnement. Il s'adresse notamment aux habitants des quartiers de Bugamba, Kiziba et Ndosho, particulièrement concernés par les difficultés économiques et les conséquences de la dégradation de leur environnement.

Des formations pour préserver les ressources forestières

La pression exercée sur les forêts du Parc national des Virunga constitue un enjeu environnemental majeur pour la région. L'utilisation quotidienne du bois et du charbon de bois comme combustibles contribue notamment à la déforestation. Face à cette situation, le projet mise sur la

sensibilisation et la formation professionnelle pour encourager des pratiques plus durables. Les bénéficiaires apprennent notamment à fabriquer des foyers améliorés, aussi appelés braseros écologiques. Ces équipements permettent de réduire la consommation de bois et de charbon de bois par rapport aux foyers traditionnels. Leur diffusion auprès des ménages de Goma doit ainsi contribuer à limiter la pression sur les ressources forestières.

Mais le projet ne s'arrête pas à la seule dimension environnementale. Pour permettre aux jeunes de développer leur autonomie financière, des formations en pâtisserie et en cordonnerie (fabrication de chaussures) ont également été mises en place. L'objectif est de leur transmettre des compétences concrètes, susceptibles de déboucher sur une activité professionnelle et la création de petites entreprises.

116 jeunes et femmes engagés dans la démarche

Alors que le projet ciblait initialement 35 jeunes, l'intérêt suscité par cette initiative a largement dépassé les attentes : 116 jeunes et femmes ont finalement été inscrits aux formations. Les premiers résultats sont encourageants. Les participants acquièrent progressivement les techniques de fabrication des foyers améliorés, les bases de la cordonnerie et les savoir-faire nécessaires à la pâtisserie. Les campagnes de sensibilisation leur permettent également de mieux comprendre les conséquences de la déforestation et leur rôle dans la préservation de l'environnement. Au-delà des compétences techniques, cette initiative favorise la cohésion communautaire et encourage l'esprit d'entrepreneuriat. Des visites d'autorités étatiques et ecclésiastiques ont également été organisées afin de présenter les réalisations des apprenants et de valoriser leur travail.

Le projet repose sur une mobilisation collective associant la CBCA Ndosho, la Commission Justice, Paix et Sauvegarde de la Création, les responsables communautaires et les formateurs techniques, avec le soutien du Défap.

Un projet qui doit composer avec les conséquences de la guerre

Si les premières formations ont pu se dérouler dans des conditions globalement satisfaisantes, leur mise en œuvre reste fragilisée par le contexte régional. L'instabilité sécuritaire ralentit parfois les déplacements des bénéficiaires et des formateurs. À cela s'ajoutent l'augmentation du prix des matériaux et des matières premières, les difficultés d'approvisionnement en équipements et les fluctuations du taux de change.

La guerre et les déplacements de population ont également affecté la capacité financière de la paroisse, qui n'a pu mobiliser qu'une partie de sa contribution initialement prévue.
Cette situation a notamment retardé la deuxième phase du projet. Celle-ci doit permettre de former les participants à l'entrepreneuriat, de mettre en place un système de crédits rotatifs et d'accompagner les jeunes dans la création de leurs propres activités économiques. Ces financements doivent leur donner les moyens de concrétiser les compétences acquises pendant les formations.

Malgré ces obstacles, l'équipe de gestion entend poursuivre les efforts engagés. Une demande de financement complémentaire de 4 600 euros a été adressée au Défap afin de finaliser les activités prévues et de permettre le lancement d'une deuxième cohorte d'apprenants. Cette nouvelle promotion pourrait bénéficier des équipements déjà acquis dans le cadre du premier projet, tandis que les participants prendraient en charge la rémunération des formateurs.

À Goma, cette initiative rappelle que la protection de l’environnement ne peut être dissociée des réalités économiques et sociales des populations. En donnant aux jeunes les moyens de développer des activités professionnelles alternatives, le projet entend faire de l’autonomie économique un levier de préservation des ressources naturelles. Une manière de conjuguer formation, création d’emplois et sauvegarde de la création, même dans un contexte particulièrement difficile.